

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 13/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL BAGNERES MATERIAUX

La gailleste
65200 Bagnères-de-Bigorre

Références : 2023-0549-Dp
Code AIOT : 0006801120

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement SARL BAGNERES MATERIAUX implanté LA GAILLESTE 65200 BAGNERES-DE-BIGORRE. L'inspection a été annoncée le 22/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection avait pour objet de s'assurer de la prise en compte et du traitement des non-conformités constatées par l'inspection lors des précédentes visites d'inspection ayant conduit le préfet à prendre un arrêté de mise en demeure puis un arrêté d'astreinte administrative. Les points vérifiés sont ceux portés par l'arrêté d'astreinte administrative, à l'issue de la visite, l'inspection propose de lever l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative, l'arrêté préfectoral de mise en demeure cesse de faire effet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL BAGNERES MATERIAUX
- LA GAILLESTE 65200 BAGNERES-DE-BIGORRE
- Code AIOT : 0006801120
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière Bagnères Matériaux située sur le territoire de la commune de Bagnères-de-Bigorre est une carrière de calcaire, autorisée par arrêté préfectoral n°65-2016-02-24-003 du 24/02/2016 pour une durée de 30 ans.

La superficie totale est de 25 ha 18 a 21 ca. La production maximale autorisée est de 550 000 t/an pour une moyenne à 150 000 t/an. L'abatage est réalisé à l'explosif.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le récolement de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative n°65-2021-08-18-00007 du 18 août 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il apparaît que des actions sont coduites pour répondre aux attentes formulées, en revanche la justification de l'atteinte des objectifs en terme de rejets dans le milieu naturel et de réductions de émissions sonores n'est pas apportée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 1-3	Levée d'astreinte
2	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 1-4	Levée d'astreinte
3	Gestion des eaux	AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 3	Levée d'astreinte
4	Bruit – contrôles des niveaux sonores	AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 3	Levée d'astreinte
5	Niveaux acoustiques	AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 3	Levée d'astreinte
6	Etude Géotechnique de stabilité	AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'interroge sur la méthode retenue de réduction des émissions sonores poste par poste sans étude préalable. Il existe un risque que les moyens conséquents mis en oeuvre ne satisfassent pas les niveaux sonores requis en zone à émergence réglementée. L'exploitant à l'issue de l'exploitation des mesures sonores en zone à émergence réglementée propose de réaliser un devis d'étude acoustique du site afin d'identifier les sources des nuisances sonores et de l'accompagner sur la réalisation d'actions.

L'inspection a constaté la réalisation de travaux conséquents pour traiter les rejets des eaux météoriques du site potentiellement polluées, les résultats des prélèvements indiquent des résultats conformes aux exigences réglementaires en la matière, néanmoins, les études préalables permettant le dimensionnement de l'installation ne sont pas connues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 1-3
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : La société BAGNERES MATÉRIAUX SARL exploitant une carrière sur la commune de BAGNÈRES-de-BIGORRE est mise en demeure, sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, de matérialiser la limite d'exploitation au niveau de la borne OGE-711.52 sur le plan d'exploitation en application des dispositions de l'article 24.41 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé
Constats : L'exploitant dispose d'un plan d'exploitation dématérialisé portant la borne OGE-711.52. L'inspection a constaté in situ la présence de cette borne. Cette non-conformité est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 1-4
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des rejets aqueux
Prescription contrôlée : La société BAGNERES MATÉRIAUX SARL exploitant une carrière sur la commune de BAGNÈRES-de-BIGORRE est mise en demeure, sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, justifier le respect de l'ensemble des critères de qualité des rejets aqueux définis selon les dispositions de l'article 33.2.4 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé
Constats : L'exploitant a indiqué avoir réalisé des travaux de modification sur les ouvrages de traitement des eaux de l'ensemble du site. Ainsi, après modification, l'inspection conclut qu'il existe 3 exutoires de rejets aqueux vers le milieu naturel qui nécessitent une surveillance. <ul style="list-style-type: none">• Le rejet du bassin de décantation supérieur de la piste d'accès au front d'exploitation• Le rejet des bassins de décantation du carreau de la carrière• Le rejet de la plate-forme et de l'aire de lavage Pour le rejet du bassin de décantation supérieur, l'exploitant a précisé qu'il n'avait pas constaté de rejet vers le milieu naturel depuis sa mise en service. En l'absence de rejets, la situation apparaît conforme. Les dernières analyses fournies postérieurement à l'inspection le 31/05/2023 pour les rejets des bassins du carreau et du dispositif séparateur hydrocarbures, présentent des résultats conformes aux exigences réglementaires sur l'ensemble des paramètres . L'exploitant a indiqué avoir réalisé des travaux de modification de l'installation de traitement de la

<p>plate-forme et de l'aire de lavage , par remplacement des dispositifs existants par une installation comprenant un prétraitement pour les matières en suspension suivie d'un séparateur à hydrocarbure. L'installation nouvelle a été mise en service en janvier 2023.</p> <p>Pour cette nouvelle installation, l'inspection demande de justifier le dimensionnement du dispositif de traitement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée d'astreinte</p>

N° 3 : Gestion des eaux

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Gestion des eaux – bassin</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société BAGNERES MATÉRIAUX SARL exploitant une carrière sur la commune de BAGNÈRES-de-BIGORRE est mise en demeure, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de :</p> <p>* finaliser la mise en place des bassins de décantation au démarrage de la piste sommitale et au niveau de l'installation de traitement primaire en application des dispositions de l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence des deux bassins requis. Toutefois, l'inspection de terrain a mis en évidence l'obstruction de la buse de collecte du bassin supérieur par des matériaux charriés par le ruissellement des eaux de la piste. L'exploitant réalise des opérations de nettoyage de la buse de collecte en tant que de besoin.</p> <p>L'exploitant doit réfléchir à une amélioration du dispositif de collecte des eaux pluviales de la piste afin de maintenir de garantir son bon fonctionnement.</p> <p>La non-conformité est levée, cependant l'exploitant informera l'inspection des modifications envisagées et du calendrier associé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée d'astreinte</p>

N° 4 : Bruit – contrôles des niveaux sonores

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit – contrôles des niveaux sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société BAGNERES MATÉRIAUX SARL est mise en demeure, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les seuils réglementaires des niveaux d'émergence sonore en application des dispositions de l'article 33.8.4 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à un contrôle des niveaux sonores depuis la mise en place du bardage</p>

phonique, la réalisation du bardage visant à confiner les nuisances du crible et concasseur secondaire est finalisée.

Malgré les travaux importants et la réduction effective des émergences en ZER l'exigence réglementaire de 5dB a la "ferme Toujas" est dépassée

Dans son courrier faisant suite à l'inspection, l'exploitant s'engage à réaliser un devis pour une étude acoustique avec cartographie sonore, caractérisation des sources de bruit et accompagnement à la réalisation d'actions.

Considérant les actions réalisées et l'engagement de l'exploitant à réduire ses émissions sonores, l'inspection considère que l'astreinte administrative peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 5 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit – contrôles des niveaux acoustiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit sous un délai de 6 mois, réaliser les travaux de réduction de l'impact sonore de la carrière en application des dispositions de l'article 33.8.5 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 susvisé ; notamment par la réalisation des travaux de bardage phonique sur les installations de traitement secondaire et en poursuivant l'échéancier des travaux prévus établis dans l'étude d'impact de novembre 2014 à l'occasion de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Constats :

L'exploitant a informé en séance que les travaux de bardage du secondaire étaient terminés depuis le 19 mai 2023. La réalisation des travaux (zone montagne) a été contrainte par des problématiques météorologiques et de fourniture de matériels.

l'inspection a constaté la finalisation du bardage de l'installation secondaire.

L'astreinte peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 6 : Etude Géotechnique de stabilité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2020, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des terrains

Prescription contrôlée :

Article 2 de l'APMD du 03/12/2020, point n°3 :

L'exploitant doit sous un délai de 3 mois, produire le rapport établissant la stabilité des terrains au niveau du remblaiement de la partie basse de la piste d'accès demandé lors de la visite d'inspection du 28/09/2017 en application des dispositions de l'article 24.4.3 de l'arrêté préfectoral du

24/02/2016 susvisé ;

Constats :

L'exploitant a produit le rapport ANTEA A111967 DU 9 JUILLET 2021 relatif à la stabilité de la piste d'accès aux fronts supérieurs ce rapport conclut sur les préconisations suivantes qui n'ont pas fait l'objet de mesures :

- circulation des véhicules côté front de taille (à matérialiser);
- inspection visuelle annuelle par bureau d'étude spécialisé;
- instrumentation de l'ouvrage (fluage en pied du massif-glissement d'ensemble)

L'inspection demande à l'exploitant de préciser les actions conduites pour répondre aux attentes du rapport géotechnique fourni.

Type de suites proposées : Sans suite